ASSEMBLÉE NATIONALE

29 juin 2023

ORIENTATION ET PROGRAMMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 2023-2027 - (N° 1440)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1345

présenté par

M. Iordanoff, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Julien-Laferrière, Mme Laernoës, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE 6

Compléter l'alinéa 12 par les deux phrases suivantes :

« Ce rapport étudie aussi les méthodes de déclaration d'intérêts, de récusation ou de dépaysement utilisées lors de l'expérimentation. Il évalue si les conditions d'impartialité ont été respectées, et émet des propositions en matière de déclaration d'intérêts, de récusation ou de dépaysement particulièrement dans le cas des personnes exerçant une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli, inspiré d'une proposition du sénateur Benarroche, entend assurer une protection maximale du secteur agricole dans le cas où ce dernier serait finalement intégré dans l'expérimentation des tribunaux des affaires économiques. Le système actuel laisse moins place aux conflits d'intérêt c'est-à-dire aux cas dans lesquels les liens d'intérêts d'un expert - en l'occurrence ici le juge - peuvent altérer son jugement ou, du moins, donner cette apparence. L'expérimentation du TAE fait courir ce risque. Il convient donc que son rapport d'évaluation soit particulièrement attentif à cette problématique.